



**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE**

**Société AFM RECYCLAGE**

**Reprise d'activité du site pour un centre d'apport volontaire de déchets pour les particuliers et professionnels situé ZI des Poujeaux au 6 rue des Ormes sur la commune de Nazelles-Négron (37530).**

**SAIPP/BE/ N°21362**

Le préfet d'Indre-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment son article R. 186-46-I du code de l'environnement

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-7) du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-7) du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 01/07/18) ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-7) du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-7) du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 11 242 du 10 mars 1976 autorisant la société SORIT à exploiter un dépôt de déchets de métaux et activité de cassage et découpage de métaux et alliages à NAZELLES-NEGRON ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 17100 du 24 octobre 2002 autorisant la société SORIT à exploiter un centre de tri et de transit de déchet industriel banal et un centre de transit de déchets ménagers à NAZELLES-NEGRON ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 19 163 bis du 18 septembre 2012 modifiant la situation administrative de la société SORIT ;

**Vu** le dépôt du « porter à connaissance » du 26 avril 2024 de la société AFM RECYCLAGE relatif à une demande de reprise d'activité du site SORIT pour un centre volontaire de déchets pour les particuliers et professionnels (artisans, ...) qu'elle souhaite exploiter en ZI des Poujeaux au 6 rue des Ormes sur le territoire de la commune de Nazelles-Négron (37530) ;

**Vu** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet, les modifications envisagées ainsi que les incidences du projet ;

**Vu** le rapport du 13/09/2024 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** la communication au pétitionnaire du rapport et des propositions de l'inspection des installations classées susvisé, par courrier du 3 octobre 2024 ;

**Vu** l'absence d'observation formulée par le pétitionnaire sur ce projet dans le délai imparti ;

**CONSIDÉRANT** que la demande, exprimée par la société AFM RECYCLAGE relative à la reprise d'activité du site SORIT pour un centre volontaire de déchets pour les particuliers et professionnels (artisans, ...) ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que dans son rapport reçu le 7 juin 2024 par l'inspection des installations classées, le SDIS37 valide la défense extérieure contre l'incendie ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé justifiant une évaluation environnementale autres que ceux qui seront évalués dans le dossier de « porter à connaissance » ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département d'Indre-et-Loire ;

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE**

##### **ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION**

La société AFM RECYCLAGE, enregistrée au R.C.S de Paris en date du 25/03/2002 sous le numéro SIREN 383 482 635, dont le siège social est situé à Prairies de Courréjean - 19 Chemin de Guiteronde 33882 VILLENAVE D'ORNON CEDEX est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de NAZELLES-NEGRON, en Zone industrielle des Poujeaux 6 rue des Ormes (coordonnées Lambert 93 X=547027 et Y=6703995), les installations détaillées dans les articles suivants.

##### **ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

À l'exception des articles 1, les prescriptions des arrêtés préfectoraux suivants sont abrogées :

- arrêté préfectoral d'autorisation n° 11 242 du 10 mars 1976 autorisant la société SORIT à exploiter un dépôt de déchets de métaux et activité de cassage et découpage de métaux et alliages à NAZELLES-NEGRON ;
- arrêté préfectoral complémentaire n° 17100 du 24 octobre 2002 autorisant la société SORIT à exploiter un centre de tri et de transit de déchet industriel banal et un centre de transit de déchets ménagers à NAZELLES-NEGRON ;
- arrêté préfectoral complémentaire n° 19 163 bis du 18 septembre 2012 modifiant la situation administrative de la société SORIT.

##### **ARTICLE 1.1.3 INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

## CHAPITRE 1.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Quantités, Volumes et Surfaces autorisée	Classement *
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	Transit de batteries usagées pour <b>6,5 t</b>	A
2713.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup> (E) 2. Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> mais inférieure à 1 000 m <sup>2</sup> (D)	Stockage de métaux ferreux et non ferreux sur une surface de <b>15 000 m<sup>2</sup></b>	E
2716.2	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> (E) 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> (DC)	Stockage de déchets non dangereux non inertes (DIB en mélange) pour un volume de <b>150 m<sup>3</sup></b>	DC
2710.1b	Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t (A) b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t (DC)	Stockage de déchets dangereux (batteries usagées, DEEE...) issus de l'achat au détail pour une quantité de : <b>6,9 t</b>	DC
2710.2b	Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Collecte de déchets non dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 300 m <sup>3</sup> (E) b) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup> (DC)	Stockage de ferrailles et de métaux non ferreux issus de l'achat au détail pour un volume de : <b>290 m<sup>3</sup></b>	DC



Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Quantités, Volumes et Surfaces autorisée	Classement *
2711.2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup> (E) 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> (DC)	Stockage et transit de déchets DEEE pour un volume de :  <b>200 m<sup>3</sup></b>	DC
2714.2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, et 2719. Le volume étant susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup> (E) 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> (D)	Stockage de papiers/cartons et de bois. Une benne de 30 m <sup>3</sup> de papiers/cartons et 150 m <sup>3</sup> de bois.  <b>soit 180 m<sup>3</sup> au total</b>	D

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)\*\*

En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'installation est visée par la rubrique de la nomenclature eau suivante :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeurs caractéristiques	Régime
2.1.5.0	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1. Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2. Supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha (D)	Surfaces imperméabilisées :  <b>environ 1,1 ha</b>	D

#### **ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
NAZELLES-NEGRON	Section D n° 2186 et 2460	ZI des Poujeaux

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.



### **ARTICLE 1.2.3. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION**

La reprise des activités s'effectue uniquement sur la partie Nord de l'installation, comme définie sur l'annexe 1.

Le site total comporte :

- Un bâtiment situé dans la partie Nord du terrain d'une emprise au sol de 625 m<sup>2</sup> environ ;
- Un bâtiment situé dans la partie Sud du terrain, d'une emprise au sol de 1 000 m<sup>2</sup> environ et comportant un auvent de 50 m<sup>2</sup> environ au niveau de sa façade Nord ;
- 11 alvéoles de stockage en ferraille implantées en extérieur, dans la partie Nord du site ;
- 5 200 m<sup>2</sup> environ d'espaces verts ;
- 8 900 m<sup>2</sup> environ de dalle béton ;
- Trois accès côté rue des Ormes et un accès boulevard de l'industrie.

Les déchets qui pourront être stockés sur le site et le mode de stockage sont précisés dans le tableau ci-après :

Type de déchets	Stock maximum (t)	Mode de stockage
Métaux ferreux (ou « ferrailles »)	100	Alvéoles en ferraille
Métaux non ferreux : aluminium, laiton, cuivre...	400	Alvéoles en ferraille
Batteries	13,4	Bacs étanches
Piles	0,2	Fût
Papiers, cartons	11	Benne
Bois	25	Alvéole en béton
DIB	47	Alvéole en béton
D3E	85	Bennes sous un auvent ou alvéoles couvertes

Les déchets ne feront que transiter sur le site. Aucune opération de démantèlement ne sera effectuée.

### **ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES**

L'établissement AFM RECYCLAGE NAZELLES-NEGRON est exploité du lundi au vendredi, de 8h à 12h et de 14h à 17h.

La surveillance du site en dehors des horaires d'ouverture sera assurée par vidéosurveillance.

### **ARTICLE 1.2.5 CONTRÔLE DES ACCÈS**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

### **ARTICLE 1.2.6 STATUT DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'établissement n'est ni seuil haut, ni seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

### **CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'AUTORISATION ET DE SON DOSSIER DE REPRISE D'ACTIVITÉ**

#### **ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de reprise d'activité déposé par l'exploitant, accompagnant son « porter à connaissance » du 26 avril 2024 et complétée le 14 juin 2024.

### **CHAPITRE 1.4. DURÉE DE L'AUTORISATION**

#### **ARTICLE 1.4.1 DURÉE DE L'AUTORISATION ET CADUCITÉ**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

### **CHAPITRE 1.5. MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

#### **ARTICLE 1.5.1 MODIFICATION DU CHAMP DE L'AUTORISATION**

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

#### **ARTICLE 1.5.2 MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS ET DE L'ÉTUDE D'IMPACT**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### **ARTICLE 1.5.3 ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **ARTICLE 1.5.3.1 : AIRE DE LA CUVE ENTERRÉE DE CARBURANT**

La cuve enterrée de carburant de l'ancien exploitant présente sur le site est retirée, dans un délai de 12 mois à compter de la signature du présent arrêté.

L'exploitant procède à un diagnostic de pollution et procède à la dépollution si la zone est impactée, au droit de l'ancienne cuve de carburant.

L'exploitant est en mesure de justifier la commande des travaux (en fournissant : un bon de commande, facture, devis signé bon pour accord...) du diagnostic et de la dépollution éventuelle.

Si la zone de l'ancienne cuve à carburant est impactée, l'exploitant procède à des travaux de dépollution de la zone et est en mesure de justifier que les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement sont assurés.

#### **ARTICLE 1.5.4 TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

#### **ARTICLE 1.5.5 CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

En application des articles L.181-15 et R.181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

#### **ARTICLE 1.5.6 CESSATION D'ACTIVITÉ**

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage de type industriel.

### **CHAPITRE 1.6. RÉGLEMENTATION**

#### **ARTICLE 1.6.1 INSTALLATIONS VISÉES PAR LA NOMENCLATURE ET SOUMISES À DÉCLARATION, ENREGISTREMENT OU AUTORISATION**

À l'exception des dispositions du présent arrêté, s'applique à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

Dates	Textes
29/09/05	Arrêté relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
04/10/10	Arrêté ministériel de prescriptions générales modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.



Dates	Textes
27/03/12	Arrêté ministériel de prescriptions générales du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à <u>déclaration</u> sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial).
27/03/12	Arrêté ministériel de prescriptions générales relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à <u>déclaration</u> sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).
06/06/18	arrêté ministériel de prescriptions générales relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l' <u>enregistrement</u> au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
06/06/18	Arrêté ministériel de prescriptions générales relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la <u>déclaration</u> au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
31/05/21	Arrêté ministériel de prescriptions générales fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-4 et R.541-43-1 du code de l'environnement.
22/12/23	Arrêté ministériel de prescriptions générales du relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à <u>autorisation</u> au titre de la rubrique 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

#### **ARTICLE 1.6.2 : RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

### **CHAPITRE 1.7 CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 1.7.1. DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration, preuves de dépôt de télédéclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,

- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **TITRE 2. PROTECTION DE LA QUALITE DE L'AIR**

### **CHAPITRE 2.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 2.1.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations pour limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

#### **ARTICLE 2.1.2 ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### **ARTICLE 2.1.3 VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci. En tout état de cause, l'activité de l'installation ne doit pas nuire à la propreté de la voirie extérieure, ni être à l'origine de sa dégradation.

#### **ARTICLE 2.1.4 ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

## **TITRE 3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

### **CHAPITRE 3.1 PRÉLÈVEMENT ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **ARTICLE 3.1.1. : ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

Les prélèvements d'eau sont destinés uniquement à un usage sanitaire et éventuellement au nettoyage des engins et voiries en cas de besoins. Ces prélèvements sont réalisés sur le réseau public d'adduction d'eau. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations.

L'utilisation d'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorise l'économie.

Le relevé des volumes est mensuel et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé.

#### **ARTICLE 3.1.2. : PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT**

Un réservoir de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes est installé afin d'éviter des retours de substances polluantes dans le réseau public d'adduction d'eau.

### **CHAPITRE 3.2. : COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

#### **ARTICLE 3.2.1. : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Tous les effluents liquides sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 3.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

#### **ARTICLE 3.2.2. : PLAN DES RÉSEAUX**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation,
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### **ARTICLE 3.2.3. : ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.



## **CHAPITRE 3.3 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET**

### **ARTICLE 3.3.1 POINT DE REJET**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux pluviale non polluées.

L'exploitant est en mesure de justifier l'exutoire du réseau public (station d'épuration ou non) avant rejet dans le milieu naturel.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet externe qui présente les caractéristiques suivantes :

<b>Point de rejet vers le milieu récepteur</b>	<b>Point de rejet n°1</b>
Nature des effluents	Eaux pluviales de ruissellement des voiries de l'exploitation.
Traitement avant rejet	Les eaux pluviales des voiries transitent par un séparateur à hydrocarbures.
Exutoire du rejet	Réseau interne puis bassin de rétention étanche avant rejet dans le réseau public.
Contrôle des rejets	Contrôle avant rejet dans le réseau public.
Milieu récepteur	Milieu naturel après passage dans le réseau public

### **ARTICLE 3.3.2 CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET**

#### **ARTICLE 3.3.2.1 : AMÉNAGEMENT DES POINTS DE PRÉLÈVEMENTS**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

#### **ARTICLE 3.3.2.2 : SECTION DE MESURE**

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

#### **ARTICLE 3.3.3 : CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS**

Les effluents rejetés au réseau doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5

- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

#### ARTICLE 3.3.4 VALEURS-LIMITES À L'ÉMISSION DES EAUX PLUVIALES AVANT REJET AU RÉSEAU PUBLIC

Les eaux pluviales du bassin de rétention respectent les valeurs-limites suivantes avant rejet au milieu naturel :

PARAMÈTRES	CODE SANDRE	VALEUR LIMITE APPLICABLE (RACCORDEMENT AU MILIEU NATUREL)	FRÉQUENCE DES ANALYSES
Matières en suspension totale (MEST)	1305	100 mg/l	Annuelle
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	300 mg/l	
Demande biochimique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	1313	100 mg/l	
Métaux totaux (Somme de Ag+Al+As+Cd+Co+Cu+Cr+Fe+Hg+Mn+Ni+Pb+Sn+Zn )	8095	<u>15 mg/l*</u> (si le flux est supérieur à 100 g/j)	
Arsenic et ses composés (en As)	1369	<u>25 µg/l*</u> (si le rejet dépasse 0,5 g/j)	
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	1389	<u>0,1 mg/l *</u> (si le rejet dépasse 5 g/j « dont Cr <sup>6+</sup> : 50µg/l »)	
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	<u>0,15 mg/l*</u> (si le rejet dépasse 5 g/j)	
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	25 µg/l	
Nickel et ses composés	1386	<u>0,2 mg/l *</u> (si le rejet dépasse 5g/j)	
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	<u>0,1 mg/l*</u> (si le rejet dépasse 5g/ j)	
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	<u>0,8 mg/l *</u> (si le rejet dépasse 20 g/j)	
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	15 mg/l	
Phénols	1440	<u>0,3 mg/l*</u> (si le flux est supérieur à 3 g/j)	
Cyanures libres	1084	0,1 mg/l	
Hydrocarbures totaux	7009	<u>10 mg/l*</u> (si le flux est supérieur à 100 g/j)	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)	
Benzo(a)pyrène	1115		
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	-		
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	-		
Composés organiques halogénés en AOX	1106	1 mg/l	

\*VLE (Valeur Limite d'Émission) par défaut, sauf si l'exploitant est en mesure de justifier le flux.

Sans préjudice du respect des valeurs qui précèdent, la qualité de ces eaux doit être telle qu'elle ne puisse perturber le milieu récepteur aval.

#### **ARTICLE 3.3.5 EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES**

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

### **CHAPITRE 3.4 SURVEILLANCE DES IMPACTS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES**

#### **ARTICLE 3.4.1 EFFET SUR LES EAUX SOUTERRAINES**

L'exploitant réalise une surveillance du puits présent sur l'installation selon les modalités définies dans les articles ci-après.

#### **ARTICLE 3.4.2 RÉSEAU ET PROGRAMME DE SURVEILLANCE**

Le puits existant sera protégé contre les risques de détérioration et de pollution extérieur. Une analyse annuelle sera réalisée et portera au moins sur les paramètres suivants :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5,
- Conductivité < 1100 <sup>(1)</sup> µS/cm
- Hydrocarbures < 10 mg/l
- Métaux totaux < 15 mg/l

*(1) Valeur seuil applicable uniquement aux aquifères non influencés pour ce paramètre par le contexte géologique*

## **TITRE 4. PROTECTION DU CADRE DE VIE**

### **CHAPITRE 4.1. : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 4.1.1. : AMÉNAGEMENTS**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### **ARTICLE 4.1.2. : VÉHICULES ET ENGINS**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 4.1.3. : APPAREILS DE COMMUNICATION**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.



## **CHAPITRE 4.2. : NIVEAUX ACOUSTIQUES**

### **ARTICLE 4.2.1. : VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE**

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement).	Émergence admissible durant les horaires de fonctionnement inclus dans la période allant de 7h à 22h , sauf dimanches et jours fériés.	Émergence admissible durant les horaires de fonctionnement inclus dans la période allant de 22h à 7h , ainsi que dimanches et jours fériés.
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau précédent dans les zones à émergence réglementée représentées sur le plan en annexe II du présent arrêté.

Les zones à émergences réglementées sont définies comme suit :

- intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation de l'installation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...)
- Les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation.
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

### **ARTICLE 4.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	JOUR (7h à 22h) sauf dimanches et jours fériés	NUIT (22h à 7h) ainsi que dimanches et jours fériés
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

### **ARTICLE 4.2.3. MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES ET DE L'ÉMERGENCE**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la remise en service de l'installation puis tous les 3 ans.

### **ARTICLE 4.2.4. : VIBRATIONS**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## TITRE 5. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### CHAPITRE 5.1 : PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### CHAPITRE 5.2 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 5.2.1 : DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET COMPORTEMENT AU FEU

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 5.2.2 : ORGANISATION DES STOCKAGES

Nature des déchets stockés	Quantité /volumes	Mode de stockage	
Métaux ferreux (ou « ferrailles »)	100 tonnes	Alvéoles en ferraille	
Métaux non ferreux : aluminium, laiton, cuivre...	400 tonnes	Alvéoles en ferraille	
Batteries	13,4 tonnes	Bacs étanches sous auvent fermé sur les côtés Est et Ouest	
Piles	0,2 tonnes	1 Fût	
D3E	85 tonnes soit 208 m <sup>3</sup>	Benues sous un auvent ou alvéoles couvertes limitées selon les dimensions suivantes : - Largeur : 8,5 mètres - Longueur : 7 mètres - Hauteur : 3,5 m	
Papiers, cartons	11 tonnes soit 30 m <sup>3</sup>	1 Benue de 30 m <sup>3</sup>	Le papier/carton, le bois et le DIB sont situés dans la même alvéole en monoblocs béton d'un volume maximum de 330 m <sup>3</sup> . - Longueur (intérieure) : 20 m - Largeur : 6 m - Hauteur : 3 m.
Bois	25 tonnes soit 153 m <sup>3</sup>	Îlot limité dans l'alvéole selon les dimensions suivantes : - Largeur : 8,5 mètres - Longueur : 6 mètres - Hauteur : 3 m	
DIB	47 tonnes soit 153 m <sup>3</sup>	Îlot limité dans l'alvéole selon les dimensions suivantes : - Largeur : 8,5 mètres - Longueur : 6 mètres - Hauteur : 3 m	

Les installations de stockage de déchets situées coté Nord sont implantées à une distance minimale de 10 mètres des limites du site.

Les déchets sont entreposés conformément au plan des stockages de l'annexe 1.

### **ARTICLE 5.2.3 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

### **ARTICLE 5.2.4 : PROTECTION CONTRE LA FOUDRE**

Les installations situées dans l'enceinte clôturée du centre de stockage sont protégées contre la foudre. Les dispositifs de protection contre la foudre en place sur le site sont conformes à la norme française C 17-100. La protection foudre doit être réévaluée et complétée pour prendre en compte les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels dans les installations classées soumises à autorisation.

L'analyse du risque foudre (ARF) identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. L'analyse du risque foudre est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation au sens de l'article R512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude des dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union Européenne. En particulier, les composants de protection contre la foudre doivent être conformes à la série des normes NF EN 50164 : « Composants de protection contre la Foudre (CPF) » et les parafoudres sont conformes à la série des normes NF EN 61643.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur.

Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 2 ans sont réalisées par un organisme compétent. Les installations sont vérifiées conformément à la norme NF EN 62305-3.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification de ses installations. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Si l'une des vérifications menées par l'exploitant fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.



Pendant la période transitoire, les équipements de protection foudre font l'objet d'une surveillance conformément à la norme NF C 17-100.

#### **ARTICLE 5.2.5 : ACCESSIBILITÉ DES ENGINS DE SECOURS À PROXIMITÉ DE L'INSTALLATION**

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables....) pour les moyens d'intervention.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'accès au Nord-Ouest du site côté Boulevard de l'Industrie doit être constitué d'une entrée d'au moins 10 m de large. Cette entrée est utilisée par les usagers du site, le personnel et les camions d'expédition. Elle est équipée d'un portail, fermé en dehors des heures d'ouverture. Une voie de circulation béton de 646 m<sup>2</sup> pour les poids-lourds et véhicules légers ou utilitaires, est créée entre le portail et la dalle béton existante.

La voie destinée aux engins d'incendie desservant les façades présente les caractéristiques suivantes :

- largeur minimum de la chaussée, bande réservée au stationnement exclue, 3 mètres,
- force portante calculée pour un véhicule de 160 kilonewtons, avec un maximum de 90 kilonewtons par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum,
- rayon intérieur minimum de 11 mètres,
- surlargeur  $S = 15/\text{Rayon}$  dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres,
- hauteur libre de passage d'engin de 3,50 mètres,
- résistance au poinçonnement de 80 N/cm<sup>2</sup> sur une surface minimale de 0,20 m<sup>2</sup>,
- pente inférieure à 15% (voie engins).

#### **ARTICLE 5.2.6 : DISPOSITIFS DE RÉTENTION ET DE CONFINEMENT DES DÉVERSEMENTS ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

« L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

« Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 175 m<sup>3</sup> avant rejet vers le réseau public.

La vidange suivra les principes imposés par l'article 3.3.5 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

## **CHAPITRE 5.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT**

### **ARTICLE 5.3.1 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par les arrêtés ministériels mentionnés à l'article 1.6.1 et complétés, comme ci-après :

- de 2 robinets d'incendie armés à proximité des stockages protégés contre le gel et alimenté par le réseau d'eau public ;
- Des GRV remplis d'eau de 1000 litres répartis à proximités des stockages présentant un risque spécifique, en nombre suffisant, afin de pouvoir être manipulés par le personnel, avec les engins de manutention, en cas de départ de feu.

## **CHAPITRE 5.4 PRÉVENTION DU RISQUE**

### **ARTICLE 5.4.1 : RISQUE INONDATION**

L'exploitant met en œuvre les prescriptions imposées par le plan des risques d'inondation (PPRI) Val de Cisse approuvé par l'arrêté préfectoral du 16/05/2023, et notamment :

- Des consignes spécifiques définissent les modalités de suivi et mise en sécurité en cas de vigilance inondation. Ces consignes peuvent être intégrées au plan d'opération interne ou au Plan de défense contre l'incendie.

- Prévoir le stockage soit dans un récipient étanche suffisamment lesté ou arrimé par des fixations résistant à la crue, soit dans un récipient étanche situé au-dessus des PHEC
- Ancrer les citernes enterrées et les rendre aptes à résister à la pression hydrostatique correspondant aux PHEC
- Lester les citernes non enterrées ou les fixer solidement au sol à l'aide de dispositifs adéquats, ou les placer au-dessus de la cote des PHEC
- Rendre étanche les orifices de remplissage, ou positionner le débouché des tuyaux d'évents au-dessus de la cote des PHEC ;
- Les constructions doivent être aptes à résister structurellement aux remontées de nappes et à une inondation dont le niveau serait égal aux PHEC.
- Mettre en place un clapet anti-retour, dans un regard, sur la conduite d'évacuation des eaux usées afin d'éviter le reflux de celles-ci dans les bâtiments. Ce clapet doit être entretenu régulièrement.
- Mettre en œuvre pour l'alimentation électrique et courants faibles, une pose descendante (en parapluie) à partir du plafond hors d'eau. En cas d'impossibilité technique prévoir un réseau étanche. Distinguer un circuit desservant les parties hors d'eau et un circuit desservant les parties inondables, protéger ce dernier par un disjoncteur différentiel 30mA.
- Placer les équipements sensibles (coffrets électriques, machinerie d'ascenseurs ...) au-dessus des PHEC.

## **TITRE 6. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

### **CHAPITRE 6.1 PRINCIPES DE GESTION**

#### **ARTICLE 6.1.1 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les batteries sont entreposées dans des bacs ou conteneurs fermés, étanches, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.

Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R 543-195 à R 543-200 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 6.1.2 CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS**

Les quantités maximales entreposées sur site doivent être en cohérence avec les quantités indiquées dans le dossier « porter à connaissance » du 26 avril 2024 et comme indiqué à l'article 6.1.3.

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.



En particulier, les aires d'entreposage des déchets sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

#### **ARTICLE 6.1.3 LIMITATION DU STOCKAGE SUR SITE**

La quantité de déchets et de produits entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

<b>Nature du déchet</b>	<b>Quantités maximales stockées sur le site</b>	<b>Rubrique ICPE</b>
Métaux ferreux	100 tonnes	2713
GEM HF à broyer	40 tonnes	2711
GEM HF à dépolluer	40 tonnes	2711
PAM et écrans	1 tonne	2711
Frigos	4 tonnes	2711
Batteries (dont batteries au lithium)	13,4 tonnes	2710-1 + 2718
Cuivre	50 tonnes	2713
Laiton	75 tonnes	2713
Câbles cuivre	35 tonnes	2713
Câble alu	75 tonnes	2713
Inox	35 tonnes	2713
Zinc	75 tonnes	2713
Aluminium	75 tonnes	2713
Fût piles	0,2 tonne	2710-1
DIB	47 tonnes	2716
Bois	25 tonnes	2714
Papiers	5,5 tonnes	2714
Cartons	5,5 tonnes	2714
Boues SH	5 tonnes	/
Gaz liquéfiés	4 tonnes	4718
GNR (carburant)	5 tonnes	4734
Ad blue (carburant)	2 tonnes	4734

#### **ARTICLE 6.1.4 ENTREPOSAGE DES DÉCHETS**

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

#### **ARTICLE 6.1.5 OPÉRATIONS DE TRI DES DÉCHETS**

Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).

Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques

Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R.543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet.

## TITRE 7. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

### CHAPITRE 7.1 ACTIVITÉS CONNEXES

#### ARTICLE 7.1.1 STOCKAGE DE CARBURANT ET DE GAZ

Du Gazole Non Routier (GNR) et l'Ad blue sont utilisés pour uniquement le fonctionnement des engins de manutention.

Par ailleurs, de l'oxygène et du propane peuvent être stockés sur le site pour des opérations ponctuelles de découpe au chalumeau (ou « oxydécoupage »).

Les caractéristiques des stockages sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Produits	Mode de stockage	Localisation	Quantité maximale stockée	Rubrique ICPE (non classée)
GNR	Une cuve aérienne double peau de 5 m <sup>3</sup>	Poste de distribution	5 tonnes	4734-2
Ad blue	Une cuve aérienne (GRV) positionnée sur rétention		2 tonnes	
Oxygène	Bouteilles	Sud-Ouest du périmètre ICPE	1 tonne	4725
Propane	Bouteilles		4 tonnes	4718

Un poste de distribution servant au remplissage du réservoir des engins de manutention pourra être présent sur l'installation. Dans ce cas, la quantité annuelle délivrée ne dépassera pas 20 m<sup>3</sup>.

#### ARTICLE 7.1.2 PORTIQUE DE DÉTECTION DES DÉCHETS RADIOACTIFS

L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrants (et sortants) et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs. Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement par un organisme dûment habilité. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.

À l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle radiologique.

L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique.

Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.

En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.



L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.

La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive ou à demander à l'Andra de venir prendre en charge le déchet.

En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

## **TITRE 8**

### **ARTICLE 8 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS ;

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Indre-et-Loire à l'adresse suivante : Préfecture d'Indre-et-Loire – SAIPP / Bureau de l'environnement – 15 rue Bernard Palissy 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires - Direction Générale de la Prévention des Risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.



### **ARTICLE 9 PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Nazelles-Négron et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Nazelles-Négron pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale d'un mois.

### **ARTICLE 10 - EXÉCUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Indre-et-Loire, Monsieur le Maire de Nazelles-Négron, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement-Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tours, le

**09 OCT. 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,



Xavier LUQUET

## Annexe 1 \_ Plan des stockages

